



PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE
PRÉFET DE LA GUADELOUPE

PROJETS STRUCTURANTS

ORDRE DE RÉQUISITION

**des opérateurs de l'eau et de l'assainissement du réseau interconnecté de la Guadeloupe
– SIAEAG, Eau d'Excellence, RÉNOC Eau et Assainissement, Régie eau, assainissement et
irrigation de Grand Sud Caraïbe-**

Le préfet de la région Guadeloupe,
préfet de la Guadeloupe,
représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier des palmes académiques,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,
- Vu la convention internationale relative aux droits de l'enfant,
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1612-15, L. 2212-2, L. 2215-1-4° et L. 2321-2,
- Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 742-15,
- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,
- Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 214-1 et suivants,
- Vu la loi d'urgence sanitaire n° 2020-290 du 23 mars 2020,
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Philippe GUSTIN en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 971-2020-03-24-04 du 24/03/2020, portant substitution du préfet aux maires des communes de la Désirade, de Saint-François, de Sainte-Anne, du Gosier, de Petit-Bourg et de Capesterre-Belle-Eau dans la mise en œuvre de leurs pouvoirs de police pour faire application des dispositions de l'article L 2212-2 du Code général des collectivités territoriales afin de mettre à disposition des habitants de leur commune des points d'accès à l'eau leur permettant de procéder aux actions d'hygiène édictées par les mesures dites barrières relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19,
- Vu l'arrêté préfectoral DEAL/971-2020-04-09-001 du 9 avril 2020 portant restrictions provisoires en matière d'usage de l'eau,
- Vu la lettre du préfet en date du 31 mars 2020 adressée au président du SIAEAG restée sans effet,
- Vu la demande des élus exprimée en CTAP COVID du 8 avril 2020,
- Vu l'impossibilité du préfet du département de procéder par d'autres moyens,
- Vu l'urgence,

Préfecture de la Guadeloupe
Palais d'Orléans – Rue Lardenoy – 97100 BASSE-TERRE
Tél : 05 90 99 39 00 - Site internet : www.guadeloupe.pref.gouv.fr

- Considérant que, en raison d'un réseau d'approvisionnement d'eau gravement défectueux, de nombreux habitants du département subissent des ruptures répétées et prolongées de l'approvisionnement en eau potable sur une partie du territoire guadeloupéen ; que de même, les stations de traitement des eaux usées dysfonctionnent gravement, occasionnant des atteintes graves à l'environnement dans l'ensemble du département ;
- Considérant que ces troubles graves à l'ordre public se trouvent majorés par le caractère pathogène et contagieux du virus covid-19 et l'épidémie qui sévit sur l'ensemble du territoire et impose la nécessité de pouvoir mettre en œuvre les mesures dites barrières, notamment d'hygiène et de lavage régulier des mains, destinées à lutter contre la propagation de l'épidémie ; qu'en raison de la pénurie d'eau potable, et ainsi qu'en témoigne la multiplication des plaintes et pétitions des habitants et des associations d'usagers, de très nombreux habitants se trouvent privés d'eau et se trouvent également empêchés de pouvoir mettre en œuvre ces règles de prophylaxie malgré les mesures alternatives d'alimentation en eau mises en place après substitution et réquisition du préfet dans les communes connaissant des difficultés d'approvisionnement ;
- Considérant que d'une part, les carences des opérateurs du réseau interconnecté en matière d'eau potable, particulièrement du syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe (SIAEAG), ne permettent pas de mettre fin aux atteintes constatées à l'ordre public et que d'autre part, les élus réunis en CTAP n'ont pas réussi à remédier à cette situation ;
- Considérant la nécessité de mettre en place un dispositif d'urgence pour mettre fin aux atteintes constatées en matière d'approvisionnement et d'assainissement, permettant d'assurer sans interruption la production, la distribution de l'eau potable et le traitement des eaux usées ;
- Considérant que le rétablissement d'un service minimum de l'alimentation en eau potable dans les territoires affectés ne peut manifestement pas être réalisé dans une durée inférieure à trois mois ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Dans le cadre du dispositif de secours lié au rétablissement de l'alimentation en eau potable durant la période de crise sanitaire, le syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe (SIAEAG), Eau d'Excellence (ODEX), les régies RÉNOC Eau et Assainissement et la régie eau-assainissement et d'irrigation de Grand Sud Caraïbe sont réquisitionnés. Ces établissements mettent provisoirement à la disposition du préfet de région, les moyens désignés ci-après nécessaires :

- les régies chargées de la production d'eau et de l'exploitation des réseaux,
- le cas échéant, les régies chargées du traitement des eaux usées,
- des agents dont la liste sera arrêtée par le préfet,
- de trois bureaux situés au siège du SIAEAG (sis route de Blanchard _Labrousse _ 97190 Le Gosier),
- du matériel technique et des fournitures disponibles chez l'opérateur et destinés à la maintenance des équipements de production et de distribution de l'eau et si besoin, du traitement des eaux usées.

Article 3 - La réquisition est exécutoire dès réception du présent ordre et jusqu'au 22 juillet 2020. À l'issue de cette date, les opérateurs retrouveront la liberté professionnelle dont ils jouissaient préalablement.

Article 4 - A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. Les établissements requis s'exposent aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L. 2215-1-4° du code général des collectivités territoriales.

Article 5 - Les personnels requis continueront à être rémunérés par leur collectivité d'origine et l'État prendra à sa charge les frais liés aux travaux mis en œuvre pour assurer la continuité du service conformément aux dispositions prévues par l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales et par l'article L. 742-15 du code de la sécurité intérieure.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur. Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 - Le présent ordre de réquisition sera notifié aux présidents du syndicat et des régies susvisés.

Article 8 – La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Pointe-à-Pitre et le directeur régional des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Basse-Terre, le 30-04-2020

Le préfet,



PHILIPPE GUSTIN